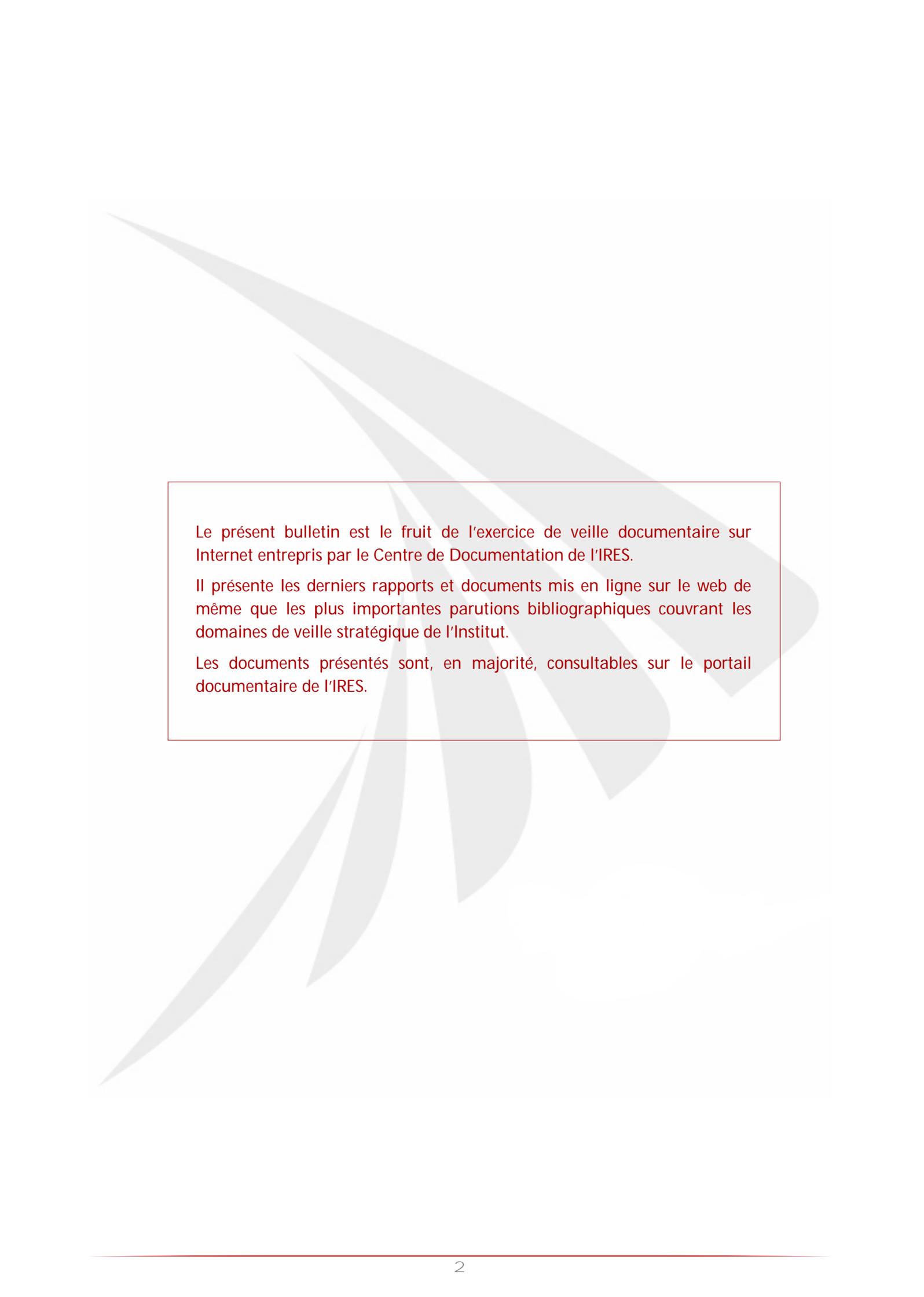




doc.VEILLE

Bulletin webographique

Avril, 2010



Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Refugee protection and international migration : a review of UNHCR's role and activities in Morocco

Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés

Genève : HCNUR, 2010 – 50 p.

Source : HCNUR,

<http://www.unhcr.org/4ba8ce896.html>

Tags : Société | Migration | Protection

Le Maroc a toujours été une terre d'accueil pour les migrants et les réfugiés. Aussi, le pays a-t-il ratifié les principaux traités internationaux relatifs à la question migratoire et les droits de l'Homme. De plus, il a adopté une loi réglementant l'entrée et le séjour des étrangers sur son territoire en 2003, comprenant des dispositions claires interdisant l'expulsion des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Dans la mesure où les mouvements migratoires subsahariens qui transitent par le Maroc concernent en grande partie des émigrés clandestins, il est très difficile d'évaluer avec exactitude le nombre de ressortissants étrangers illégaux vivant actuellement au Maroc. Les sources officielles marocaines font état de 10.000 immigrés d'origine subsaharienne, alors qu'à peine 800 personnes ont été reconnues comme réfugiés par le HCR.

Le présent rapport examine l'impact du travail du HCR sur le bien-être des réfugiés et des demandeurs d'asile au Maroc. Le rapport précise que l'engagement et le soutien actifs des autorités marocaines sont primordiaux sans quoi les efforts du HCR n'auront pas les impacts escomptés. Cela est d'autant vrai que la responsabilité en termes de protection et de recherche de solutions durables aux problèmes des réfugiés revient inévitablement aux Etats.

Le rapport conclut que la question de la protection des réfugiés et de la migration mixte au Maroc ne concerne pas uniquement le Royaume, mais l'ensemble des intervenants, y compris les bureaux du HCR, qui doivent s'assurer de la mise en place de mécanismes efficaces en matière de coordination, d'information et des meilleures pratiques aux niveaux régional et interrégional.



Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa

Pew Research Center

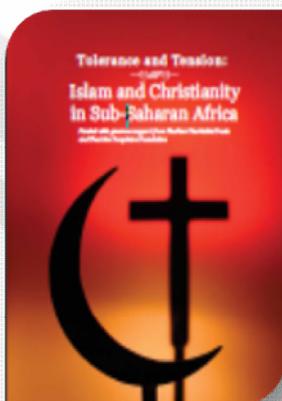
Washington : PRC, 2010 – 331 p.

Source : PRC,

<http://pewresearch.org/pubs/1564/islam-christianity-in-sub-saharan-africa-survey>

Tags : Société | Islam | Christianisme | Afrique subsaharienne

Le continent africain a connu une transformation importante du champ religieux durant ces dernières décennies. Dans ce continent, 90% des habitants appartiennent à l'islam ou au christianisme.



en 1900 à 234 millions en 2010. Quant aux chrétiens, leur effectif s'élève à 470 millions en 2010, contre 7 millions en 1900.

Selon le présent rapport, la région de l'Afrique subsaharienne est la partie « la plus religieuse dans le monde ». Le nombre de musulmans comme de chrétiens a fortement progressé au cours du 20^{ème} siècle. A l'échelle mondiale, un chrétien sur cinq et un musulman sur sept vivent dans cette région africaine.

Géographiquement, les musulmans sont majoritaires notamment au Nord de l'Afrique, alors que les chrétiens sont massivement localisés dans la

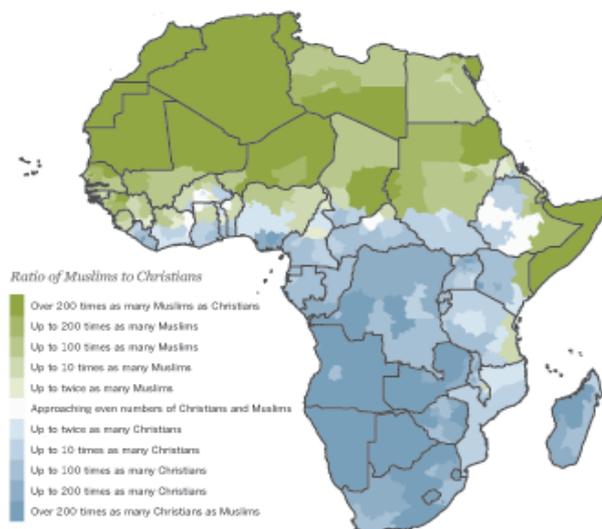
partie Sud. La zone de rencontre de ces deux religions se situe au milieu du continent entre la Somalie et le Sénégal.

Ce rapport a montré que malgré cette densité religieuse, les problèmes majeurs du continent africain n'ont jamais été d'origine interreligieuse, mais sont liés beaucoup plus au chômage, à la criminalité et à la corruption.

Le rapport montre que le nombre des musulmans est passé de 11 millions

Muslims and Christians in Africa

This map shows the ratio of Muslims to Christians in each country and province. The North is heavily Muslim, and the South is heavily Christian.



Sources: censuses, demographic and health surveys, and the World Religion Database
Pew Forum on Religion & Public Life, April 2010

Le défi énergétique en Méditerranée

GHILES, Francis

Paris : IPEMED, 2010 – 16 p.

Source : IPEMED,

http://www.ipemed.coop/IMG/pdf/LesnotesIPEMED_9_Defi-energetique-en-Mediterranee_avril2010.pdf

Tags : Energie | Méditerranée | Maghreb

La Méditerranée est dotée de ressources énergétiques conséquentes. L'Algérie, la Libye et l'Égypte disposent de 4,6 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel. Ces trois pays demeureront les principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Union européenne d'ici 2030.

De plus, un tiers de l'énergie commercialisée dans le monde transite par la Méditerranée notamment via le canal de Suez et le Bosphore, qui sont considérés comme des points incontournables de transit vers les marchés européens et américains. Plusieurs accords commerciaux ont été ratifiés du fait de l'accroissement des gazoducs sous-marins, d'usines de liquéfaction et de regazéification ainsi que de terminaux pétroliers.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée présentent des caractéristiques très distinctes, selon leurs secteurs énergétiques tant en termes de disponibilité, de niveau de consommation que de type d'énergie utilisée.

Trois conditions devront être réunies pour permettre aux

pays de la région de faire face au défi de l'énergie :

- La volonté politique d'encourager et d'accepter les flux transfrontaliers ;
- Le développement durable qui devrait être favorisé afin de limiter les contraintes environnementales et de renforcer l'offre énergétique ;
- La mise un œuvre d'un plan d'action global.

Dans cette perspective, une large coopération énergétique entre les deux rives définira indéniablement l'avenir du bassin méditerranéen. Il s'agira de revoir la politique étrangère de l'Union européenne vis-à-vis des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée dans le sens du développement de la confiance politique et du respect mutuel. Les pays maghrébins sont également appelés à dépasser leurs susceptibilités afin de converger vers une stratégie énergétique commune.



Énergies renouvelables en Méditerranée : Un pari à gagner

KERAMANE, Abdenour (Dir.)

Paris : IPEMED, 2010 - 36 p.

Source : IPEMED,

http://www.ipemed.coop/IMG/pdf/LesnotesIPEMED_8_Energies-renouvelables-en-Mediterranee_avril2010.pdf

Tags : Energie | Energies renouvelables | Méditerranée

La situation énergétique de la Méditerranée est le résultat naturel de plusieurs facteurs tout aussi géologiques, historiques que géostratégiques. A ce titre, si la zone sud de la Méditerranée a été particulièrement dotée de ressources énergétiques, ce sont les pays du nord qui disposent de compétences humaines, ainsi que de moyens technologiques et financiers nécessaires pour préserver la durabilité de l'environnement.

De ce fait, le principe de complémentarité et de coopération s'impose naturellement aux pays de la région. D'ailleurs, l'Union Européenne dépend des importations énergétiques en provenance des pays Sud-méditerranéen producteurs, à hauteur de 36% pour le gaz naturel et de 20% pour le pétrole. Néanmoins, cette coopération énergétique n'a toujours pas fait l'objet d'un réel projet de développement durable pour toute la région.

Par ailleurs, malgré les préoccupations environnementales et les engagements internationaux en faveur du

développement durable, la croissance de la région est de plus en plus intensive en carbone. Cette situation est inquiétante dans la mesure où les énergies fossiles restent épuisables notamment dans la région méditerranéenne en addition à leur répartition disproportionnée entre les pays de la région.

Par ailleurs, même si elles se caractérisent par leur coût élevé, les énergies renouvelables, présentent de nombreux avantages dans la mesure où elles sont inépuisables et mieux réparties. Elles constituent également des atouts indéniables sur le plan

environnemental puisqu'elles ne produisent pas d'émissions nettes de gaz à effet de serre. Elles se prêtent particulièrement au développement local, en termes de décentralisation et d'aménagement du territoire.

Dans cette optique, la majorité des pays méditerranéens intègrent de plus en plus les énergies renouvelables dans leurs politiques énergétiques et mettent en place des fonds nationaux dédiés à cet effet.



Global Internet Security Threat Report

Symantec Corporation

Californie: Symantec, 2010 – 97 p.

Source : Symantec Corporation,

http://a248.e.akamai.net/f/248/41008/14d/ig.rs3.net/responsysimages/smemea/_RS_CP_/20959302_GA_RPT_15_Global_0410.pdf

Tags : Sécurité Informatique | Internet | Cybercriminalité

Selon le dernier rapport de Symantec Corporation, spécialisée dans la sécurité informatique, la cybercriminalité est en évolution. Elle englobe différents types d'activités criminelles, particulièrement les attaques visant les systèmes d'information et le piratage. Les Etats-Unis, la Chine et le Brésil viennent en tête du classement mondial des pays marqués par ce type d'activités malveillantes.



monétaires qu'ils peuvent en tirer, en exploitant l'abondance des informations personnelles des sites sociaux. Le rapport souligne également que les principales attaques en ligne ont ciblé particulièrement les « vulnérabilités embarquées » dans certains programmes informatiques notamment Adobe Reader (PDF), Flash Player ainsi qu'Internet Explorer 7.

Le rapport précise qu'en 2009, les menaces des cybercriminels visant les entreprises ont augmenté par rapport à 2008 et ce, en raison des profits

Dans le même sillage, le rapport montre clairement que la majorité des activités de cybercriminalité sont originaires des pays émergents, tels que le Brésil, l'Inde et la Pologne.

Overall Rank 2009	Overall Rank 2008	Country	Percentage		2009 Activity Rank				
			2009	2008	Malicious Code	Spam Zombies	Phishing Hosts	Bots	Attack Origin
1	1	United States	19%	23%	1	6	1	1	1
2	2	China	8%	9%	3	8	6	2	2
3	5	Brazil	6%	4%	5	1	12	3	6
4	3	Germany	5%	6%	21	7	2	5	3
5	11	India	4%	3%	2	3	21	20	18
6	4	United Kingdom	3%	5%	4	19	7	14	4
7	12	Russia	3%	2%	12	2	5	19	10
8	10	Poland	3%	3%	23	4	8	8	17
9	7	Italy	3%	3%	16	9	18	6	8
10	6	Spain	3%	4%	14	11	11	7	9

Table 1. Malicious activity by country

Source: Symantec Corporation

La crise financière : réforme et stratégies de sortie

OCDE

Paris : OCDE, 2010 - 114 p.

Source : OCDE,

<http://browse.oecdbookshop.org/oecd/pdfs/browseit/2109032E.PDF>

Tags : Economie | Crise financière | Réformes

Le présent rapport met l'accent sur deux principales questions relatives au processus de sortie de la crise actuelle, à savoir : comment et quand les pouvoirs publics peuvent-ils démanteler en toute sécurité les mesures d'urgence ? Et comment peut-on réformer de manière rationnelle les marchés de capitaux ?

Afin de relancer leurs économies, les gouvernements ont mené une série de mesures exceptionnelles sous forme de soutien aux systèmes financiers et de dynamisation des éléments de la demande. Cependant, si le rythme de la reprise économique se maintient, les mesures déployées pourraient être abandonnées. Or, un retrait trop précipité de ces mesures risquerait de compromettre les avantages réalisés, notamment en termes de stabilisation financière.

Aussi, depuis le déclenchement de la crise, la réflexion a-t-elle été engagée pour identifier les mesures possibles de sortie de la crise mais surtout leur nature et leur finalité. Il est reconnu aujourd'hui que les marchés de capitaux ne peuvent retrouver à court terme leur état antérieur.

Les dysfonctionnements qui ont amené les institutions à cette situation critique sont nombreux et ont touché plusieurs niveaux (structures des rémunérations, gestion des risques, performance des conseils d'administration, ...).

Ainsi, trouver une solution durable à tous ces problèmes, il convient de mettre en œuvre des réformes structurelles seules aptes à garantir aux marchés et aux institutions un environnement stable.



••••• ECONOMIE •••••

2010 Index of Economic Freedom

Heritage Foundation

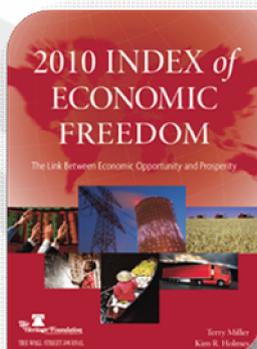
Massachusetts : Heritage Foundation, 2010 - 471 p.

Source : Heritage Foundation,

http://www.heritage.org/index/pdf/2010/Index2010_Full.pdf

Tags : Economie | Liberté économique | Maroc

Développé par l'Heritage Foundation et le Wall Street Journal, l'indice de liberté économique a pour objet de catégoriser quantitativement les institutions, les politiques et les pratiques économiques mais également d'identifier les variables que comprend la liberté économique et d'analyser l'interaction entre la liberté et la richesse.



réduction de la pauvreté, l'amélioration des indicateurs sociaux, la gouvernance démocratique et la protection de l'environnement.

Quatre pays de la zone Asie-Pacifique dominent toujours le classement mondial, en l'occurrence Hong Kong (premier depuis 16 ans), Singapour, Australie et Nouvelle-Zélande. Pour sa part, la Suisse gagne trois places et se classe 6^{ème}. L'île Maurice devient leader de la zone de l'Afrique sub-saharienne et le Bahreïn arrive en tête du classement au niveau de la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord.

Le présent rapport couvre 183 pays, en se basant sur dix facteurs de liberté économique (commerce intérieur, commerce international, fiscalité, finance, secteur public, monnaie, droits de propriété, corruption, investissement et liberté du travail).

Cet indicateur, basé sur l'enquête et l'analyse des politiques économiques à travers le monde, a démontré que les pays ayant un bon résultat selon l'indice de liberté économique présentent un PIB par habitant nettement plus élevé. De plus, la liberté économique améliore de nombreux aspects du développement humain, notamment, la

Le Maroc réalise un score de 59,2 points, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne mondiale mais enregistre ainsi une hausse de 1,5 point par rapport à 2009. Tout en se classant à la 91^{ème} place, le Royaume reste leader de l'Afrique du Nord devant l'Égypte (94^{ème}), la Tunisie (95^{ème}) et l'Algérie (105^{ème}). Il est également classé 10^{ème} au niveau de la région MENA.

Morocco



.....ECONOMIE.....

Rapport économique sur l'Afrique 2010 : Promouvoir une croissance forte et durable pour réduire le chômage en Afrique

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique ; Union Africaine

Addis-Abeba : CEA, 2010 - 260 p.

Source : CEA/UA,

<http://www.uneca.org/fr/era2010/>

Tags : Economie | Croissance | Emploi | Afrique

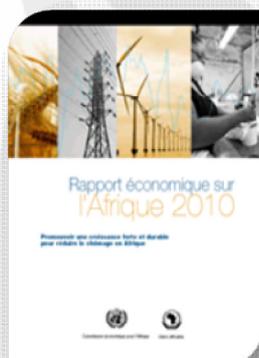
La Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Union Africaine ont publié conjointement un rapport intitulé : « Promouvoir une croissance forte et durable pour réduire le chômage en Afrique ».

Ce rapport traite des tendances actuelles de l'économie mondiale et de leurs conséquences sur l'économie africaine, en identifiant les enseignements de la crise économique mondiale qui peuvent servir de référence pour l'élaboration des politiques publiques favorisant la transformation structurelle des économies africaines.

Dans ce contexte, le rapport rappelle le taux élevé du chômage qu'a connu le continent africain et qui ne cesse d'augmenter même avec le redémarrage progressif de l'économie

mondiale. Il révèle également qu'en dépit de la décélération marquée de la croissance économique dans le continent africain (1,6% en 2009 contre 4,5 % en 2008), celle-ci a permis aux pays africains de jeter les bases d'une transformation structurelle de leurs économies qu'il conviendrait de poursuivre en vue d'assurer plus d'emplois et de développement.

Pour cela, le rapport de la CEA recommande aux pays africains à investir dans le capital humain à adopter des mesures incitatives pour soutenir l'emploi du secteur privé et à accroître la productivité dans le secteur informel. Ces politiques macroéconomiques favoriseraient la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.



Economie mondiale : les relais de croissance tardent, les risques et les incertitudes demeurent

Euler Hermes

Paris : Euler Hermes, 2010

Source : Euler Hermes,

http://www.eulerhermes.com/en/documents/pr_economic_outlook_15apr10_fr_final.pdf/pr_economic_outlook_15apr10_fr_final.pdf

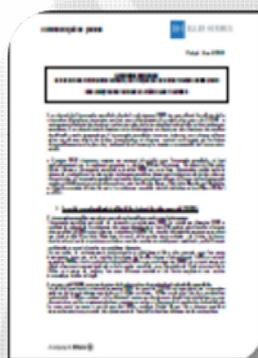
Tags : Economie | Croissance | Industrie

La crise économique mondiale a modifié l'équilibre économique mondiale. Selon les économistes d'Euler Hermes, en 2009, plus de la moitié (52%) de la production industrielle mondiale a été concentrée dans les pays émergents contre 35% en l'an 2000. Quant aux pays développés, fortement affectés par les conséquences de la crise économique, leur production industrielle a chuté de 4,6 points, pour s'établir à 48% de la production industrielle mondiale.

Dans cette reconfiguration industrielle mondiale, le continent asiatique s'impose comme le leader de la

reprise économique. Un positionnement acquis grâce au dynamisme exceptionnel enregistré par l'économie chinoise, dont la croissance du Produit Intérieur Brut a atteint près de 12% au premier trimestre 2010. Pour sa part, l'Union Européenne enregistre un retour à son niveau de production de 1999.

Aujourd'hui, les rapports de force se sont inversés. L'avenir des pays développés dépendra des pays en voie de développement, d'autant plus que la crise a entraîné un fort creusement des déficits publics dans les pays développés.



Pour une sécurité durable au Maghreb : une chance pour la région, un engagement pour l'Union Européenne

Institut Thomas More

Bruxelles : Institut Thomas More, 2010 – 28 p.

Source : Institut Thomas More

<http://www.institut-thomas-more.org/mag/index.html>

Tags : Sécurité | Maghreb | Union Européenne | Sahel

Le présent rapport étudie les relations qui lient la région du Maghreb avec l'Europe sous plusieurs aspects dont notamment, les défis des sociétés maghrébines, les enjeux de sécurité au Maghreb ainsi que l'intégration régionale et la coopération euromaghrébine.

Le rapport recommande aux pays de la région du Maghreb et du Sahel à bâtir un véritable partenariat régional, en renforçant leur coopération avec l'Union Européenne afin de favoriser une sécurité durable, qui sera nécessaire pour leur permettre de relever les défis communs.

A cet égard, le rapport suggère de s'attaquer aux causes réelles de l'instabilité de la zone maghrébo-sahélienne. Il cite principalement le chômage des jeunes qui affiche des taux très élevés, alimentant davantage les tensions sociales chez les jeunes et

favorisant leur recrutement dans des réseaux criminels ou terroristes.

Sur un autre volet, le rapport note que la sécurité durable dans la région maghrébine demeure irréaliste à cause du problème du Sahara, qui « constitue un conflit préoccupant de balkanisation de la région ». Il souligne dans ce sens que, la proposition marocaine d'autonomie « semble aujourd'hui la seule option réaliste de sortie de crise ».

Enfin, le rapport conditionne la réussite de la construction d'une sécurité durable dans la région maghrébo-sahélienne par l'adoption d'une approche multidimensionnelle, intégrant les aspects sécuritaires, politiques, économiques et sociaux et s'inscrivant dans une vision régionale et bilatérale profitable pour l'ensemble de la région.



..... INDEX DES TAGS

A

Afrique 10
Afrique subsaharienne 4

C

Christianisme 4
Crise financière..... 8
Croissance..... 10, 11
Cybercriminalité..... 7

E

Economie 8, 9, 10, 11
Emploi 10
Energie 5, 6
Energies renouvelables 6

I

Industrie..... 11
Internet 7
Islam..... 4

L

Liberté économique 9

M

Maghreb 5, 12
Méditerranée..... 5, 6
Migration..... 3

P

Protection..... 3

R

Réformes 8

S

Sahel..... 12
Sécurité 12
Sécurité Informatique 7
Société..... 3, 4

U

Union Européenne 12